

REGARDS CROISES

REVUE TRIMESTRIELLE Septembre 2004
N°12

LES IDENTITES MEURTRIERS : FAIRE FACE AUX DEFIS POSES PAR NOS MURS PSYCHOLOGIQUES ET IDEOLOGIQUES

Journée ouverte de Pole Institute
Avec le monde académique de la région des Grands Lacs
En compagnie du professeur Jean-Pierre Chrétien

Goma
26 juin 2004

Section 3 : Contacts inter- identitaires : se rencontrer ou se croiser ?

CRISES IDENTITAIRES ET REVENDICATIONS POLITIQUES : LE CAS DU BURUNDI.

par Eugène NINDORERA de la Ligue burundaise des droits de l'homme, ITEKA

Il m'a été demandé de faire une présentation sur le thème : **crises identitaires et revendications politiques en ce qui concerne le Burundi**. Je crois que c'est un problème au niveau des Grands Lacs que nous connaissons tous.

L'existence de crises identitaires au Burundi ne fait l'ombre d'aucun doute. En effet, quand nous regardons ce qui se passe au Burundi, et que nous voyons la nature des violations massives des droits de l'homme qui existent, cela se confirme. Les violations qui existent au Burundi constituent des crimes les plus graves qui aient été perpétrés à savoir des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. Ce sont des milliers de Burundais qui ont été tués, qu'ils soient hutu ou tutsi, uniquement parce qu'ils appartenaient à telle ou telle ethnie, alors qu'ils n'avaient strictement rien fait. Nous déduisons de là qu'il y a une réalité au niveau ethnique qui est perçue comme étant un problème majeur puisque les uns et les autres vont jusqu'à être tués alors qu'ils n'ont strictement rien fait, uniquement parce qu'ils appartiennent à un groupe ethnique. Cette conscience ethnique qui existe et qui s'est développée, et le sentiment d'appartenir à un groupe ethnique ont développé un certain nombre de comportements. Ainsi, dans le contexte du Burundi, une personne peut se sentir beaucoup plus proche d'une autre parce qu'elles appartiennent à la même ethnie, alors que dans le comportement de l'une il y a des valeurs que l'autre rejette. Surtout quand on est dans une situation d'insécurité, il est parfois difficile de se mettre d'accord avec celui dont on partage les valeurs parce qu'à un certain moment, il y a cette notion de communauté ethnique (liée à un certain sentiment d'insécurité ou de sécurité) qui intervient et qui fait que chacun réagit d'une certaine façon.

C'est très grave parce qu'en fait nous assistons à des ghettos ethniques. Parce qu'un Hutu a été tué, tous les Tutsi doivent payer, parce qu'un Tutsi a été tué, tous les Hutu doivent payer. C'est une forme de globalisation qui a un certain impact justement sur l'ensemble de la société. Alors, même ici devant vous, dans la manière de présenter les choses, vous voyez que je suis en train de faire de la globalisation. Bien que ce ne soit pas tout le monde qui réagit ainsi, je crois pouvoir gagner du temps en le faisant. La situation elle-même m'y aide aussi. En effet, il est malheureusement toujours assez facile aujourd'hui, même s'il y a eu une grande évolution, de reconnaître l'appartenance ethnique de quelqu'un à partir simplement de la manière dont il raconte les événements du Burundi. En écoutant quelqu'un, même un aveugle devinerait s'il est Hutu ou Tutsi, rien qu'à ce qu'il dit. Encore une fois, il ne faut pas globaliser, mais c'est une tendance. Et je dois dire personnellement qu'un grand progrès a été fait, mais que nous en sommes encore là. Cela traduit plutôt le fait qu'il y a effectivement certaines difficultés par rapport à cette notion d'ethnie. C'est presque la même chose au niveau de l'Histoire, non

seulement au niveau de l'événement et des événements qui arrivent ici ou là, à Bujumbura ou ailleurs, et même par rapport à l'Histoire du pays, le Burundi. Ce qui fait qu'aujourd'hui nous avons pratiquement deux Histoires différentes avec d'énormes difficultés à obtenir une vision commune de l'Histoire. Moi personnellement je ne crois pas qu'on arrivera un jour à avoir une lecture commune de l'Histoire. Mais il faut au moins que les visions fortement antagonistes ne soient pas aussi antagonistes, et surtout, le fait de ne pas avoir un accord sur l'Histoire du Burundi ne doit plus être une source de conflits ou un prétexte qui déclenche des violations des droits de l'homme. Ce qui est inacceptable et malheureusement, encore le cas aujourd'hui.

Dans le contexte du Burundi, il y a trois questions-clé à partir desquelles on peut essayer de faire des réflexions sur le thème des crises identitaires et des revendications politiques. Ces trois questions me semblent être les suivantes :

1°) Quelle est la nature du conflit au Burundi ? 2°) Quel est le contentieux de sang qui existe, et l'impunité étant une réalité, comment essayer de sortir de cette impasse par rapport à ce contentieux de sang et à cette question d'impunité qui fait obstacle à toute évolution de la société burundaise ? Et la troisième question qui me paraît essentielle est celle du choix du système démocratique. 3°) Comment va-t-on organiser la société, comment pourrions-nous avoir un système électoral, comment va-t-on partager le pouvoir et organiser les partis politiques ?

Quant à la nature du conflit, lors des négociations menées par la classe politique qui s'est retrouvée à Arusha ou ailleurs a été définie comme étant un conflit fondamentalement politique avec une dimension ethnique extrêmement importante, avec énormément de manipulations pour accéder au pouvoir, ou pour s'y maintenir. C'est une définition qui a plus ou moins amené un certain compromis, mais, à l'intérieur de cette définition assez large puisqu'on parle aussi des problèmes économiques et autres, chaque notion peut être plus ou moins aggravée en fonction des intérêts qu'on porte à la dimension politique du conflit, ou à la dimension ethnique. Ce qui, pour moi, est un problème parce que si la nature du conflit n'est pas bien identifiée, au niveau des solutions il peut y avoir un certain nombre de difficultés à trouver des accords. Il est même paradoxal, dans le cas du Burundi, qu'après avoir identifié que la nature du conflit était fondamentalement politique, on constate que les solutions envisagées dans l'accord d'Arusha sont surtout les solutions à caractère ethnique –allant presque jusqu'à institutionnaliser les ethnies– qui sont mises en avant. C'est pourquoi cette réflexion, même si on peut penser qu'elle s'est terminée avec ces négociations d'Arusha, doit continuer, d'autant plus que, avec le temps, la situation qui a évolué montre bien justement que la dimension ethnique ne mérite pas l'attention qui lui a été accordée au niveau des solutions préconisées par les accords d'Arusha.

Du contentieux de sang et de l'impunité.

C'est une question fondamentale. Si aujourd'hui vous rencontrez des Burundais et que vous discutez de la question du génocide, vous allez avoir de grosses divergences. Est-ce qu'il y a eu génocide ? Est-ce qu'il n'y a pas eu génocide ? Qui « génocide » qui ? etc. Finalement c'est un débat qui a pris des proportions tellement inquiétantes que, dans la recherche des solutions, on a tendance à se tourner vers l'extérieur. Et c'est la création des commissions internationales d'enquête, la

recherche des gens de l'ONU qui viennent nous dire ce qui s'est passé sur nos collines alors que ce sont des choses qui se sont passées en plein jour. C'est une fuite en avant, qui ne se constate pas seulement au Burundi, mais qui traduit un manque de confiance en nous-mêmes et une certaine hypocrisie. Et là, c'est encore une fois le système de ghetto déjà mentionné qui fait que les gens ne veulent pas assumer les faits qui ont été commis notamment par ceux qui appartiennent à leur groupe ethnique. Certains se disent : « Mais pourquoi vais-je condamner un tel, pourquoi dois-je le dénoncer si les autres ne dénoncent pas les leurs ? » A ce petit jeu là on se retrouve vite bloqué. Si alors la solution c'est d'appeler les gens de l'ONU, même s'ils font des enquêtes, ils devront interroger des Burundais et ce sera aux Burundais de dire ce qui s'est passé. Et si ces derniers disent une chose et son contraire, comment savoir quel est celui qui est le plus proche de la vérité, même si ce mot doit être mis entre guillemets ? Ainsi, la difficulté majeure aujourd'hui c'est pour réellement sortir de ces identités meurtrières si bien nommées en titre de cette conférence, il faut arriver à casser ce ghetto ethnique.

Quant à la lutte contre l'impunité, cela me paraît être le terrain le plus approprié pour essayer de sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes. Malheureusement, on ne peut pas attendre grand chose de la classe politique, parce qu'elle est impliquée dans les tragédies que nos pays ont connues, essayant de se maintenir là où ils sont, alors qu'ils ont contribué aux tragédies que nous connaissons. Et si on analyse froidement la situation, dans le cas du Burundi, j'affirme que s'il y a eu énormément de violations des droits de l'homme en 1993, c'est parce que principalement on n'a jamais su ce qui s'était passé pendant les événements tragiques antérieurs. On parle de 1965, de 1969, de 1972, 1988, etc. j'ai même sauté quelques années, mais là on n'a jamais su qui a fait quoi ! Ou il n'y a pas eu de procès, ou il y a eu des procès un peu manipulés, et finalement chacun a sa propre version des événements, et on se retrouve avec des versions tout à fait divergentes qui contribuent alors à diviser les Burundais, et qui parfois sont manipulées jusqu'à faire monter le niveau de la violence au sein de la société.

Le choix du système démocratique

La troisième question qui me paraît essentielle, c'est celle du choix du système démocratique. Bien sûr nous devons tous aller vers la démocratie. Inutile d'organiser un débat pour voir si la démocratie est nécessaire ou pas, elle est incontournable. Mais maintenant il faut définir quel type de démocratie nous voulons pour notre pays, le Burundi, ce que nous voulons comme solution finale au problème politique qui est le nôtre. Aujourd'hui nous sommes en train d'aller vers des élections. Théoriquement nous devons les tenir avant le 1^{er} novembre, soit dans quatre mois. Ignorer les problèmes ethniques qui sont là au sein de la société burundaise serait une erreur parce que ces problèmes existent. La preuve est qu'il y a tous ces gens qui sont tués uniquement parce qu'ils appartiennent à un groupe ethnique. Mais aller vers une institutionnalisation de l'ethnisme comme certains le préconisent, où finalement on va essayer de faire une séparation en disant les Hutu c'est tel groupe, les Tutsi c'est tel groupe, cela non plus ce n'est pas réaliste. Parce que fondamentalement, je ne pense pas que le problème soit réellement ethnique. En tout cas je pense plutôt à une manipulation des concepts pour que ce problème prenne de telles dimensions. Il faut donc ramener ce problème à ses justes proportions. Dans le cas du Burundi, des exemples se multiplient tous les jours pour montrer les limites de cette approche

ethnique. Celui qui connaît un peu ce qui se passe au Burundi confirmera que les plus grands, ceux qui sont les plus durs aujourd'hui contre le FNL c'est le CNDD-FDD, ceux qui mènent la vie dure à Minani c'est le CNDD-FDD. A l'intérieur d'une communauté dite hutu, il y a des problèmes très sérieux et au sein de la communauté tutsi c'est exactement la même chose. Il n'y a pas de cadeaux entre Buyoya et Bagaza ni entre Pitase et Buyoya. Et personnellement je reste convaincu, que au sein même de l'élite la question du régionalisme est plus forte que la question de l'ethnisme. Mais la question de l'ethnisme est beaucoup plus facile à manipuler et à mettre en avant au niveau du bas peuple. Or, le problème de régionalisme est là, plein et entier. Dans la communauté dite hutu, ou dans celle dite tutsi, certains problèmes montrent qu'il y a effectivement des difficultés dues à l'appartenance aux régions. C'est pourquoi c'est cette approche-là qu'il faut privilégier par rapport à une autre approche qui peut être extrêmement dangereuse.

L'institutionnalisation de l'ethnisme ne peut conduire qu'à une impasse. Et nous n'avons pas le droit de nous y projeter. Par exemple : la loi sur les partis politiques demande aux partis de recruter au sein de l'ensemble de la population burundaise. Mais en 1992, son application était timide. Il y avait des réticences à appliquer un système de quotas. Le simple fait de recruter des gens dans toutes les composantes suffisait surtout si on les retrouvait au sein du comité directeur. Mais quand la crise a éclaté on s'est rendu compte que finalement il y avait des partis qui étaient plutôt tutsi et qui avaient ajouté des gens de l'autre ethnie pour respecter ce que la loi exigeait. Et c'est pourquoi à la fin on s'est retrouvé avec deux groupes : un dit G7 plus ou moins hutu, et un dit G10 plus ou moins tutsi. Sans surprise, à un certain moment il y a forcément un malaise. Ce qui fait que, au sein du G10 les Hutu ne se sentent pas à l'aise et au sein du G7 les Tutsi ne se sentent pas à l'aise. Sauf qu'aujourd'hui, opportunisme oblige, il y a peut-être beaucoup de Tutsi qui sont en train d'aller vers le CNDD-FDD, parce que c'est le parti qui apparemment risque de rafler beaucoup de voix. Et comme il y a une loi qui est très ouverte, ceux qui se retrouveront là -bas vont en tirer un certain nombre de dividendes. C'est ni plus ni moins que de l'opportunisme.

Un autre malaise est mis à jour par un groupe au sein de l'UPRONA. Alors que c'était un parti de l'ensemble des Burundais ses dirigeants s'enferment dans la formule G10, prennent des positions de défense des communautés qui perdent les idéalistes et les puristes. Je caricature un peu pour aller vite. Il faut effectivement s'interroger non seulement sur le partage du pouvoir mais aussi sur la façon d'organiser les partis politiques et mettre au point le système électoral. C'est une question complexe. Elle est difficile à terminer là, aujourd'hui. Et la classe politique vient d'y consacrer des mois et des mois de discussions sans beaucoup de succès. Mais on ne peut pas non plus, sur base de cette réalité et des problèmes que nous connaissons aujourd'hui, figer la société burundaise et la mettre dans une situation qui bloque l'évolution vers une société réellement démocratique. Il faut donc penser à des formules qui soient moins ouvertes en termes de progression mais essayer de travailler pour mettre fin à cet ethnisme qui a fait tant de tort à ce pays. Et pour y mettre fin, il faudra justement que, par rapport à des questions telles que l'impunité, les uns et les autres montrent qu'ils arrivent à se démarquer de leurs groupes ethniques. Montrer qu'ils sont réellement là pour défendre l'intérêt général.

Parfois des situations catastrophiques peuvent être utiles à quelque chose. Aujourd'hui, la manière dont tous ces leaders politiques se sont comportés a eu au moins quelque chose de positif. La population se rend compte à présent qu'ils sont

tous les mêmes. On critique la corruption, et puis on voit qu'ils sont aussi corrompus que les autres. Un souvenir me revient à l'esprit. J'ai fait beaucoup de débats au sein de certains groupes de jeunes et notamment au centre des jeunes de Kamenge. Il y a cinq ou six ans, quand on disait : mais quelle est donc la nature du conflit entre les Burundais ? Quand j'essayais de dire que ce n'était pas un conflit ethnique, que c'était autre chose, j'avais des problèmes. Les gens me disaient : qui trompe qui ? Mais aujourd'hui quand je vais là-bas et que l'un des participants essaie d'expliquer que c'est un problème entre Hutu et Tutsi, ce sont les autres qui l'empêchent de parler. Ils lui disent : toi tu es encore naïf, tu n'as rien compris, ce n'est pas du tout un problème ethnique, c'est un problème de gens qui veulent « manger » le plus possible. C'est une question d'intérêts, c'est une question de partage des postes, c'est tout ! Et donc que ce soit X ou Y, que ce soit tel ou tel groupe, pour nous les petites gens, la situation reste inchangée. C'est important de constater cette évolution !

C'est au niveau de la base que nous devons essayer d'aller vers une éducation à la démocratie. C'est au niveau de la base qu'on doit apprendre à avoir un certain nombre de réflexes et où les gens doivent être capables de juger et de découvrir ceux qui défendent réellement leurs intérêts. Quelqu'un qui est dans un petit coin, sur une colline, dans une province reculée, quand vous lui demandez de choisir entre Ndayizeye et Buyoya, c'est peut-être trop lui demander. Si on lui demandait de choisir entre un député X et un député Y, c'est déjà un peu plus concret, mais c'est toujours aussi compliqué. Mais par contre si vous lui demandez de choisir celui qui va le représenter au niveau de sa colline de recensement, là il est déjà un peu mieux outillé pour juger, et pour sanctionner, s'il le faut. Mais malheureusement le niveau de la base ne fait pas l'objet de préoccupations pour les grands leaders politiques.

Notons que si la classe politique joue malheureusement un rôle si important, c'est parce que justement les autres acteurs, tels que la société civile, ne sont pas assez actifs. Dans le cas du Burundi, c'est le problème : la société civile est faible. Les politiciens font alors un peu n'importe quoi. Aujourd'hui on a des leaders politiques qui se retrouvent dans les institutions alors qu'ils ont des partis politiques qui ne représentent franchement rien et des leaders que nous connaissons tous et dont nous savons qu'ils ne valent rien. C'est une réalité, maintenant il faut que la société civile aille au-delà des clivages auxquels elle est aussi confrontée pour essayer de les dépasser et pouvoir jouer un rôle plus important.

Des espaces de liberté

Quant aux espaces de liberté qui se créent, l'espace le plus important et qui mérite notre attention, c'est le monde des médias. Au Burundi nous avons un certain nombre de radios privées qui font un travail extrêmement important. Chaque Burundais, même pauvre, essaie de se procurer un petit poste de radio. Aujourd'hui trois radios privées émettent sur tout le territoire, ont une certaine indépendance, sont très actives et jouent un rôle positif. Cet exemple est cité pour montrer que, même si je fais une analyse critique et sévère de la société, je reconnais qu'il y a des choses qui ont évolué. La société civile possède quelques atouts qui peuvent permettre d'aller de l'avant.

De la dimension régionale du conflit

Je voudrais, pour finir, parler de la dimension régionale du conflit dans la mesure où ce n'est plus une question strictement burundo-burundaise. Beaucoup d'étrangers entrent dans la gestion du conflit burundais. Nous-mêmes, les Burundais, nous nous ingérons, nous allons parfois faire des visites au-delà du lac de l'autre côté (en RDC). Il y a donc nécessité d'avoir une vision régionale des problèmes. J'espère que la fameuse conférence régionale dont on parle depuis quelque temps aura lieu et ne sera pas inutile. Au niveau de la base comme au niveau du fond, elle est nécessaire. Parce que tant qu'il n'y aura pas de paix de l'autre côté, ici on sera menacé. Tant que ici la situation s'améliore et que de l'autre côté elle se détériore, on aura toujours des problèmes. Tous ces réfugiés qui sont venus du Congo ici dernièrement, cet afflux a un impact sur notre situation. Au niveau identitaire, les relations que nous avons avec le Rwanda font qu'un Burundais se sent plus proche d'un Tutsi du Rwanda que d'un Hutu du Burundi. Nous connaissons ces réalités et il faut les mettre sur la table pour essayer d'avoir une vision qui aille au-delà de nos frontières respectives pour avoir une solution globale sous-régionale. Sinon, nous aurons énormément de difficultés à sortir des situations présentes dans chacun de nos pays.

LA QUESTION IDENTITAIRE AU BWISHA (RUTSHURU, NORD-KIVU) : LE POINT DE VUE DE L'HISTOIRE.

*par NZABANDORA NDIMUBANZI Joseph, Ph. D.
Professeur à l'Université Libre de Kigali*

Le Bwisha est l'une des deux chefferies du Territoire de Rutshuru située au Nord-Kivu et adossée aux frontières de la République Démocratique du Congo avec l'Ouganda et le Rwanda. Il est localisé dans la région des volcans Virunga, entre le lac Kivu au Sud et le lac Edouard au Nord (voir carte n° 1).

La question identitaire au Bwisha est analysée ici à la lumière des thèses relatives aux constructions identitaires qui ont profondément renouvelé les allégeances identitaires dans la littérature scientifique depuis quelques décennies. Il s'agit notamment des thèses primordialistes, instrumentalistes et interactionnistes (BRAUD, P., 2002 : 85-91).

Les thèses primordialistes abondent dans le même sens que l'usage scientifique savant du terme ethnie qui « désigne un ensemble linguistique, culturel et territorial d'une certaine taille » (TAYLOR, A.C., 2000 :42). Les thèses primordialistes présentent en effet le groupe ethnique « comme une entité originelle dont on cherchera à identifier les caractéristique communes à tous ses membres, ce qui lui confère sa cohérence, son unité et son homogénéité » (BRAUD, P., 2002 : 86).

Les thèses interactionnistes quant à elles accordent peu d'importance aux traits communs aux membres du groupe et privilégient au contraire ce qui se joue dans les relations avec les autres groupes. C'est la thèse interactionniste de Frederik BARTH pour qui les co-ethniques ajustent la définition de leur identité aux situations qui les mettent en relation avec les membres d'autres groupes ethniques. L'enjeu n'est pas

tellement l'identification d'un aléatoire consensus sur ce qui leur est commun mais la volonté de maintenir une ligne séparative avec les ressortissants des « out-groups », de dresser une frontière entre eux et nous » (BRAUD, P., 2002 : 87).

Enfin les thèses instrumentalistes insistent sur le fait que la récupération et l'utilisation, pour des fins politiques ou économiques par exemple, des identités ethniques peuvent renforcer ou consolider ces dernières, voire les créer.

Comme le souligne bien et à juste titre Philippe BRAUD (2002 : 90-91), « chacune de ces approches éclaire une part de la réalité. S'il n'y avait pas de référence objectivables et repérables entre des groupes d'individus, il serait difficile de les créer de toutes pièces, encore plus malaisé de les instrumentaliser et de les exacerber avec efficacité. Réciproquement, le travail d'instrumentalisation est un élément décisif du renforcement de ces différences, notamment dans les pays où les luttes politiques comportent une importance dimension clientélaire. Enfin, il est fondamental de prendre en compte la dimension interactionniste, voire conflictuelle, des rapports entre groupes. Ceux-ci n'existent que par rapport à d'autres dont ils veulent différer... ».

Le cadre théorique ainsi brièvement esquissé a présidé à la structuration de la présente communication. Après avoir présenté l'ancienneté du peuplement du Bwisha, nous abordons les socles identitaires traditionnels des groupes sociaux du Bwisha. Il s'agit notamment des clans, des rites et des cultes religieux communs et spécifiques aux habitants du Bwisha. Les thèses interactionnistes nous ont amené à analyser les rapports entre les groupes sociaux du Bwisha à la fin du XIXème siècle dans la troisième partie. Quant à la quatrième partie, elle traite de l'ethnisation des groupes sociaux de Bwisha et de son instrumentalisation sous la colonisation et après l'indépendance. La dernière partie porte sur les rapports conflictuels qui existent entre les groupes sociaux du Bwisha et les autres groupes ethniques du Nord-Kivu depuis 1962. Nous soulignons dans la conclusion l'évolution vers une nouvelle forte prise de conscience ethnique originelle chez les groupes sociaux du Bwisha.

1. Un peuplement très ancien

Les fouilles archéologiques effectuées près de la forêt de Bwindi, à la frontière de l'Ouganda avec la République Démocratique du Congo, attestent des traces des défrichements postérieurs à 2200 ans environ avant notre ère dans la vallée d'Ishasha. Ces traces des défrichements coïncideraient avec l'arrivée d'agriculteurs bantouphones maîtrisant la fonte du fer (CUNNINGHAM, A.B., 1996 : 8-9). La rivière d'Ishasha est située dans le Nord du Bwisha et constitue l'une des frontières naturelles de la République Démocratique du Congo avec l'Ouganda. Elle se jette dans le lac Edouard.

Le Bwisha partage cette ancienneté du peuplement avec la Région des Grands-Lacs dont il fait partie intégrante. En effet, J.P. CHRETIEN situe le peuplement des montagnes occidentales de la Région des Grands Lacs au IIème millénaire avant notre ère. « Le recul des forêts sur les hauteurs, au profit d'espaces livrés à une culture à longues jachères, à des pâturages et à des abattages effectués par des forgerons – charbonniers, aurait eu lieu il y a quinze cents ou deux mille ans selon les cas. Vers l'an mille, la région des Grands Lacs présentait déjà ses paysages

actuels. Un peuplement à mailles très larges, mais déjà relativement dense, semble également attesté » (CHRETIEN, J.-P., 2000. 31-33, 47).

Les travaux de A. HAUSEUR à l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique font encore remonter très loin dans le temps le peuplement d'Ishango sur les rives septentrionales du lac Edouard. La calculette d'Ishango qu'elle a étudiée fait reculer dans le temps l'invention de la mathématique. Elle atteste que le site d'Ishango était occupé par une population particulièrement axée sur la pêche il y a 18.000 à 20.000 ans (HAUZEUR, A., 2000 :1). Bien évidemment, les travaux de A. HAUSEUR doivent être confirmés par ceux de grands archéologues de terrain.

La salubrité du climat, la diversité des milieux écologiques et des ressources économiques font du Bwisha en particulier, et du Nord-Kivu en général, une zone de prédilection de l'attraction, du développement et de l'enracinement des chasseurs-cueilleurs, des pêcheurs, des cultivateurs, des éleveurs, des forgerons et des marchands. Mais les dates et les formes des migrations fournies par les sources coloniales doivent être prises avec des réserves.

Se basant sur les sources orales recueillies par les missionnaires et les administrateurs de territoires auprès des chefs coutumiers nommés par le pouvoir colonial après la première guerre mondiale, A. MOELLER situe au XVIIe et XVIIIe siècles les migrations des peuples actuels du Nord-Kivu. Ceux-ci seraient venus du Sud-Ouest de l'Ouganda (MOELLER A., 1936 : 7-8, 14, 29-30). D'après J.-B. CUYPERS (1966 : 200-204), dont le travail est essentiellement basé sur celui de MOELLER, la première vague de ces migrations était constituée des Lega du Sud-Kivu et du Maniema. La seconde vague migratoire, datant du XVIIe siècle et beaucoup plus complexe que la première, comprenait les YIRA (Nande), les Hunde, les Nyanga, les Havu, les Shi et les Fuliro, mais également les Banyarwanda du Nord-Kivu, du Rwanda et du Burundi (voir carte n° 2). J.-B. CUYPERS précise que les Banyarwanda de Rutshuru se sont installés dans cette région avant les Hunde et se sont mélangés à ceux-ci.

Les données fournies par l'étude des pèlerinages annuels aux lieux sacrés et par l'organisation socio-foncière coutumière soutiennent la thèse de J.-B. CUYERS relative à l'antériorité de l'immigration des Hutu, des Tutsi et des Pygmées Yanda dans la région des volcans Virunga, contrairement aux affirmations de P. MATHIEU et Tsongo MAFIKIRI selon lesquelles les deux premiers groupes habiteraient le Bwisha depuis seulement le XIX siècle (MATHIEU, P. et MAFIKIRI, T., 1999 : 23). Si tel était le cas, on expliquerait difficilement comment cette région a seulement été peuplée au XIXe siècle alors qu'elle dispose de meilleurs sols volcaniques du Kivu, du Rwanda et du Burundi (DREVET, J.-F., 1977), de gisements de fer reconnus de qualité exceptionnelle par la Mission des Prospections Géologiques Scientifique du Comité National du Kivu dans les années 1920 (SALEE, A., BOUTAKOFF N. et DE LA VALLEE, J., 1939 : 220-221 ; WAYLAND, E. 1931 et 1927, des pâturages d'altitude arrosés tout au long de l'année ainsi que des salines (PAGES, A., 1933 : 34), etc. C'est à cause de tous ces avantages entre autres que la partie occidentale du Bwisha fut pendant des siècles un des couloirs des migrations bantoues au Nord-Kivu.

Les pratiques sociales et religieuses tels que les pèlerinages traditionnels, les cérémonies religieuses et rituelles organisées annuellement par les unités sociales traditionnelles (clans, lignages, segments de lignage) sur les sites sacrés de leurs ancêtres-fondateurs tendent à prouver une chose : les migrations bantoues n'ont pas revêtu dans la région des volcans la forme d'invasions spectaculaires unidirectionnelles et des cortèges monstres de groupes sociaux définitivement stratifiés et déferlant comme des vagues sur les terres vides d'hommes comme le prétendent A. MOELLER (1936 : 31-32) et L. BERGMANS (1970 : 14-15 ; 18-20).

Ces pratiques sociales et religieuses tendent à montrer que les migrations étaient des faits des familles et qu'elles connaissaient des flux et des reflux. De nombreux clans et lignages quittent le Rwanda et les régions de BWITO et MASISI pour les pèlerinages aux sites sacrés (ficus ancestraux sacrés) se trouvant au BWISHA dans la région des volcans. On observe aussi des mouvements d'autres clans et lignages dans le sens inverse (NZABANDORA N.M., 2003 : 76-82). Les bois sacrés portent le nom de Imana (Dieu, Chance) ou Kazi ka Muntu (Racine humaine). Ce sont des arbres immenses, de véritables architectures naturelles dont la masse épaisse et haute attire de loin l'attention de tout voyageur. Les observations faites par le Père A. PAGES tout au début des années 1900 permettent de croire que les pèlerinages annuels aux sites sacrés des ancêtres-fondateurs des unités sociales traditionnelles sont une pratique généralisée dans la région des volcans Virunga. Nous en avons retenu au hasard le cas des lignages du clan des Balihira dont celui des Bakora.

Le lignage formé par les Bakora localise son origine à Gikore dans la région de Ndorwa située à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda, au Nord-Est des volcans Virunga. Quelques familles de ce lignage émigrèrent de Gikore à Bwito dans le Rusthuru, donc au Nord-Kivu. De là elles peuplèrent ensuite les localités situées au Nord-Ouest du Rwanda sur les rives septentrionales du lac Kivu : Muti près du cratère de Bunyogwe, Lumbati et Kanama. Les membres de ce lignage « dispersés à travers la région des volcans », témoigne A. PAGES, « avaient, eux aussi, pris l'habitude de se réunir annuellement, à un jour fixé d'avance, à Muti. On se cotisait pour l'achat de cinq ou six chèvres dont l'une était offerte en sacrifice aux ancêtres du clan sur le lieu de rassemblement. Les autres étaient conduites à Bwito au Congo belge et étaient égorgées dans le village des Balihira d'où étaient partis ceux qui vinrent s'installer au Bugoyi dans le Nord-Ouest du Rwanda » (PAGES, A., 1933 : 668).

Les pratiques sociales et religieuses relatives aux bois sacrés tendent à prouver que les habitants actuels du Bwisha sont venus de toutes les directions (Rwanda, Ouganda, Bwito, Masisi) et y ont envoyé des émigrants à travers des siècles. Les migrations ont été favorisées par plusieurs facteurs : scissions, fusions et alliances des unités sociales traditionnelles (clans, lignages, segments des lignages, les pactes de sang, les alliances matrimoniales, la parenté à plaisanterie/**ubuse** en Kinyarwanda, **utani** ou **kutania** en Swahili), la présence des ressources naturelles, les réseaux commerciaux et religieux ainsi que les calamités tant naturelles que politiques.

J.B. WEBSTER et A.C. UNOMAH ont observé par exemple que les poussées de sécheresse dans le Sud-Ouest de l'Ouganda au XVIIe siècle et au XVIIIe siècle provoquaient des migrations vers les hauts plateaux plus humides et plus arrosés qui

dominant au Nord-Kivu le Rift Valley occidental africain et qui sont habités et exploités depuis au moins le 1er millénaire avant notre ère (PACKARD), R.M., 1981 : 58-60 ; 182 et CHRETIEN, J.P., 2000 : 120-121). Les périodes de calamités naturelles et politiques qui frappaient le Sud-Ouest de l'Ouganda, où les peuples du Kivu situent leur origine, sont contemporaines d'un vaste réseau commercial et d'un système d'échanges généralisés qui se sont développés autour du lac Edouard dès 1750 au moins (WEBSTER, J.-B. et UNOMAH, A.C., 1976 : 289). Ces échanges commerciaux intenses attiraient des peuples venus de divers horizons. Pendant les calamités naturelles et politiques (lutte entre les grandes puissances interlacustres autour des salines de Katwe sur la côte nord-est du lac Edouard), ces peuples émigraient vers les hautes terres humides et fraîches du Nord-Kivu à la faveur des réseaux commerciaux et religieux, des affinités claniques, des pactes de sang, des alliances matrimoniales, des brassages linguistiques ou des spécialisations économiques, etc.

La dépression centrale du Rift Valley occidental africain (plaines de la Semliki et de la Rutshuru – Rwindi situées respectivement au Nord et au Sud du lac Edouard) fut ainsi pendant des siècles le couloir de prédilection et la plaque tournante des migrations intempestives comme en témoigne le nombre surprenant des sites sacrés qu'on y trouve. Ces sites sacrés constituent des socles identitaires des unités sociales traditionnelles au Nord-Kivu, aussi bien chez les Banyabwisha que chez les Nande, les Hunde et les Nyanga par exemple.

II. Les socles identitaires traditionnels des groupes sociaux du Bwisha.

Au Kivu la langue vernaculaire a tendance à primer sur la parenté réelle ou supposée des groupes sociaux. Ce n'est pas étonnant, car la classification des peuples africains est basée sur des critères linguistiques. La langue parlée au Bwisha est constituée par des dialectes du Kinyarwanda. Les habitants du Bwisha sont donc identifiables par leur langue, exactement comme les autres groupes ethniques de la République Démocratique du Congo en général et du Kivu en particulier.

Un autre socle identitaire des groupes sociaux du Bwisha est évidemment constitué par les unités sociales traditionnelles. Comme en témoigne J.-P. CHRETIEN, les clans par exemple constituent dans la Région des Grands Lacs les structures les plus anciennes de la société. Combinant parenté réelle ou supposé, exogamie, code symbolique et règles de solidarité, les clans sont restés au cœur de la vie sociale. « Quant on demandait à un paysan, que ce soit au Burundi, au Rwanda ou au Tanganyika, dans les années 1930 ou les années 1960 : « Tu es quoi ? », la réponse immédiate était la mention du clan » (CHRETIEN, J.-P., 2000 : 71-72). Au Bwisha ce paysan répondrait spontanément qu'il est « Munyarwanda » s'il a affaire à des ethnies voisines. Au milieu des autres Banyarwanda, il déclinerait spontanément l'identité soit de son clan (**ubwoko** ou **umulyango**), soit de son lignage (**ikisekuru**), soit de son segment de lignage (**ishanga**), soit enfin l'identité de la famille (**umulyango**), selon que ses interlocuteurs partagent avec lui une ou plusieurs unités sociales traditionnelles.

L'identité complète comprend généralement les noms de clan, de lignage, de segment de lignage et de sous-segment de lignage ainsi que la mention d'animaux

totémiques et la localisation des bois sacrés de ces unités sociales traditionnelles. Dans la chefferie du Bwisha comme au Rwanda, au Burundi et au Sud-Ouest de l'Ouganda (District de Kigezi), on trouve les Tutsi, les Hutu et les Twa (Yanda) dans un même clan. Ces trois groupes sociaux partagent donc les mêmes clans, les mêmes totems, les mêmes sites sacrés, les mêmes rites et cultes religieux publics.

Les clans sont profondément enracinés dans la vie sociale des groupes sociaux du Bwisha. Le Lieutenant A. SPILTOIR, Chef du Secteur de Rutshuru, a souligné cette caractéristique fondamentale identitaire des habitants du Bwisha en janvier 1908. Voici ce qu'il écrit à ce sujet :

« Dans une étude sur les mœurs des Bahutu (rapport d'août 1907), je disais que le territoire se divise, au point de vue politique, en chefferies, sous-chefferies, etc. Ce renseignement était exact mais le principal y manquait. Le pays se divise en réalité en « clans » (**mulyango** en indigène) et cette division est la seule importante. Un clan peut constituer une grande chefferie. Il peut aussi y avoir plusieurs clans dans une chefferie. Cette division en clans est la seule à considérer pour les différents points de vue, et c'est celle, et la seule, dont on devrait tenir compte dans la délimitation des terres indigènes comme dans les impositions, car les indigènes ayant de tous temps été groupés ainsi, ce serait porter une grande atteinte à leurs coutumes en agissant autrement. Dans le rapport précédent je disais que tous les biens appartiennent au Chef. C'est une erreur. En réalité les biens appartiennent à tout le clan »⁵³.

S'appuyant sur des exemples concrets tirés de la chefferie de Gisigari, alors placée sous l'administration du Chef Ntamuhanga du clan des Bungura, le Lieutenant A. SPILTOIR soutient dans le même rapport que les clans, les lignages et les segments des lignages constituent au Bwisha des entités sociales, territoriales, administratives, économiques (foncières) et fiscales hiérarchisées. Ce fait fut du reste illustré en 1928 par l'administrateur territorial de Rutshuru, J. DUBUISSON, connu localement sous le nom de Bwana Pongo, dans une étude très détaillée consacrée au système de levée des tributs coutumiers au profit du Royaume du Rwanda pré-colonial (DUBUISSON, J., 1935 : 62-64).

Le même système fut étendu aux communautés claniques hunde situées à l'Ouest du Bwisha, c'est-à-dire à l'Ouest de la région des Volcans et au Sud du lac Edouard. Les informations recueillies en juin 1937 auprès du chef coutumier Komakoma, « né vers 1890 et descendant des anciens chefs Wahunde », témoignent en effet que « les populations qui occupaient la plaine au Sud du lac Edouard et la vallée supérieure de la Rwindi lors de la création du Parc National Albert devaient tribut au Roi du Rwanda jusqu'à la guerre mondiale de 1914 » (HUBERT, E., 1947 : 21).

C'est durant le dernier quart du XIX siècle que la région congolaise des volcans et ses environs furent complètement intégrés dans le royaume du Rwanda. Le fils aîné et successeur du Roi Rwabugiri du Rwanda, Rutalindwa, avait une prestigieuse cour royale à Kayenzi où se trouve actuellement le camp militaire de Rumangabo dont la construction date de 1949. C'est là d'ailleurs qu'il s'est marié d'après les fils et petits

⁵³ SPILTOIR, A. Enquête sur les coutumes en exécution du décret du 3 juin 1906 : Territoire de la Ruzizi-Kivu, Zone de Rutshuru – Beni, Secteur de Rutshuru, Race Muhutu, le 10 janvier 1908. Dossier A.I. (1370). Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

fils de grands forgerons du Bwisha qui furent mobilisés pour habiller la reine⁵⁴. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les mandataires de la cour du Rwanda au Bwisha n'étaient pas tous Tutsi ni originaires du Rwanda. Les régions de Kibumba, Rugari et Gisigari situées dans la région des volcans sur les rives septentrionales du lac Kivu, par exemple, étaient respectivement dirigées par Burunga, Lulenga et Ntamuhanga qui sont tous des Hutu membres des clans anciennement installés au Nord-Kivu. Par contre les mandataires du Royaume du Rwanda qui administraient les régions de Jomba et Busanza situées plus au nord que les premières citées étaient des Tutsi.

La domination de la région des volcans Virunga par le Rwanda a davantage été réalisée grâce à des alliances avec les clans locaux que par des conquêtes militaires.

En 1911, date de la matérialisation au Nord-Kivu des frontières du Congo avec le Rwanda et l'Ouganda conformément aux accords tripartites (Allemagne, Angleterre, Belgique) de Bruxelles du 10 mai 1910, les missionnaires catholiques de Rugari furent encore témoins des caravanes qui acheminaient les tributs au Rwanda. Ces tributs étaient constitués de produits fort variés, y compris les vivres divers, les masses et le minerai de fer, les houes neuves et usées, les lances, les couteaux, les bracelets en fibres végétales de raphia (**amatega** ou **ibikaka**), du miel, les pointes d'ivoire, le petit et le gros bétail, les peaux d'animaux sauvages symboliquement chargés, etc. (DUBUISSON, J., 1935 : 62-64). Ils étaient acheminés à Nyanza (Butare) au Rwanda via le Bufumbira (Sud-Ouest de l'Ouganda) où se trouvait le régisseur du Roi.

A la fin du XIXe siècle, le Bwisha était parfaitement intégré non seulement dans l'histoire politique du Rwanda, mais aussi dans les structures sociales et culturelles spécifiques à ce dernier ou au Burundi, à savoir la langue et les clans comprenant aussi bien les Hutu et les Tutsi que les Twa. Cette intégration des groupes sociaux basée sur la langue, l'histoire et les structures socio-culturelles était renforcée par la complémentarité et l'intégration économiques de ces groupes. Les observations faites au Nord-Kivu entre 1902 et 1928 par les officiers de l'Etat Indépendant du Congo, les ingénieurs géomètres de la Mission Géographique du Territoire de la Ruzizi-Kivu, les chefs de poste ou de secteur, les missionnaires catholiques, les missions de prospection des possibilités de la mise en valeur du Kivu oriental et les administrateurs territoriaux, etc. portent entre autres sur la qualité de l'organisation économique de la région des volcans et sur les rapports qui existaient entre les différents groupes sociaux du Bwisha. Les situations dont elles témoignent sont évidemment celles de la fin du XIXe siècle. Après avoir analysé l'intégration des groupes sociaux du Bwisha sur les plans social et culturel, les documents d'archives décrivant la situation de la fin du XIX siècle nous permettent à présent d'examiner les rapports socio-économiques qui existaient entre ces groupes sociaux avant la colonisation belge.

⁵⁴ Le Chef d'Equipe de ces forgerons était le forgeron-fondeur Mbitse de Mutovu, le père du vieillard SENYUNDO qui nous a livré ces témoignages en mars-avril 1983 à MUTOVU lors d'une enquête portant sur la métallurgie traditionnelle du fer et financée par l'ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique) de Paris.

III. La complémentarité et l'intégration économiques des groupes sociaux du Bwisha à la fin du XIX^{ème} siècle.

3.1. L'intégration de l'agriculture à l'élevage.

La diversité, l'intégration et la complémentarité des spécialisations socio-économiques des ensembles morphoclimatiques et des groupes sociaux constituent une des caractéristiques identitaires du Bwisha au Nord-Kivu à la fin du XX^e siècle. L'espace physique du Bwisha était organisé et exploité de façon à promouvoir la complémentarité et l'intégration socio-économique des divers groupes sociaux. La qualité de l'organisation de cet espace a édifié les premiers européens qui ont sillonné cette région et y ont séjourné entre 1900 et 1928.

On comptait au Bwisha à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècles au moins cinq zones socio-économiques : une zone agro-pastorale, une zone quasi exclusive d'élevage bovin, une zone de chasse, une zone métallurgique, une zone de pêche et de transport lacustres et enfin des pôles d'activités commerciales dominantes (NZABANDORA, N.M., 2003 : 100 – 119). La zone agro-pastorale et la zone presque exclusive d'élevage bovin suffisent pour illustrer nos propos.

Au début des années 1920 déjà, la grande forêt dense d'altitude, humide et fraîche du Bwisha avait considérablement reculé au profit des champs de cultures et des pâturages. « Pour couvrir les maisons », témoignaient les missionnaires catholiques de la Paroisse de Rugari en 1923, « il faut aller chercher de la paille à deux lieux (± 9 km) d'ici et la paille est vite pourrie car dans le pays des volcans, il pleut presque tous les jours » (Société des Missionnaires d'Afrique, 1925 : 139).

Des témoignages relatifs à la densité des populations, à la « prodigieuse » fertilité des sols, à la prospérité aussi bien de l'élevage que l'agriculture abondent dans les rapports militaires, missionnaires et administratifs couvrant la période allant de 1904 à 1911. Au terme de trois ans (1904-1906) de récolte des données sur les mœurs des habitants de la région des volcans, le Lieutenant G. VERVLOE T. écrit au sujet des groupements de Busanza et Jomba : «la population (....) est beaucoup plus dense chez les Bahutu entourant immédiatement les volcans. Alors que ces derniers subissent plus directement l'influence (politique) des Watuzi, ils sont groupés en assez gros villages. Les champs s'étendent fort loin sur les flancs des montagnes (...). Les haricots, les petits pois et le ricin sont remisés dans de gros paniers cylindriques de 1m50 de hauteur sur 70 à 80 cm de large, le sorgho et l'éleusine non décortiqués stockés dans des greniers plus larges et enfin des patates douces (VERVLOET, G., 1910 : 119).

La même année le Père A. HUYS parle à propos de Rugari d'une « population dense » du « climat sain » et du « terrain très fertile » et de « riches et populeuses contrées »⁵⁵.

Les régions situées au pied des volcans Virunga formaient en effet avant la colonisation effective une remarquable zone agro-pastorale prodigieusement fertile, densément peuplée et intensément mise en valeur. J. SCHWETZ (1930 : 28)

⁵⁵ Lettre du Père A. HUYS du 21 septembre 1910 au Père O. ULRICH. Dossier M.601 : Missions Religieuses. Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

qualifiait la région de Jomba qui en fait partie de « centre de population, de cultures et d'élevage ». Il confirme ainsi les observations du Commandant BASTIAN, 1^{er} Commissaire du Territoire de la Rusizi-Kivu. Ce dernier témoignait le 23 avril 1911 que le sol de Jomba était « d'une fertilité prodigieuse. Quoique dépourvue de rivières », poursuit-il, « cette région est très peuplée d'anciens sujets du sultan du Rwanda et à leur tête se trouve le Chef Tchicilongo (lire Nshizirungu). Le bétail est dans cette région très abondant et soigné par les Watuzi, tandis que les Wahutu dépendant des ceux-ci se livrent à une agriculture intensive sur les flancs et à la base des montagnes. En somme, un pays très riche et qu'il me paraît avantageux de chercher à conserver »⁵⁶.

A quelques dizaines de kilomètres au Sud de Jomba se trouvent les régions de Gisigari et de Rugari où J. SCHWETZ a observé en février 1928 « des plantations indigènes verdoyantes de bananiers, haricots, blé, pomme de terre, légumes très variés » ainsi que « des populations denses et de nombreux troupeaux de gros bétail » (SCHWETZ, 1930 : 36).

L'Inspecteur d'Etat MEULEMEESTER renchérisait en 1911 : « Le pays entourant la mission (de Rugari) est de tous ceux que j'ai vus au Congo le mieux cultivé et chose digne de remarque, c'est la première fois que j'ai vu un homme cultiver ses champs à la houe avec sa ou ses femmes »⁵⁷. Le Père SMULDERS, Supérieur de la Mission Catholique de Rugari, confirmait ce témoignage en novembre 1911 : « Les indigènes sont des mœurs plutôt douces. Ils sont des cultivateurs travaillant dur. Jamais on ne voit les hommes inactifs, assis au jeu. S'ils ne cultivent pas, ils fabriquent des nattes ou des corbeilles »⁵⁸.

Enfin, le Dr. CARLIER, qui a séjourné au Kivu Oriental entre 1904 et 1914, semble conclure les témoignages déjà cités lorsqu'il relevait la complémentarité entre l'élevage du gros bétail et l'agriculture dans la région des volcans. Il souligne d'abord que les Tutsi et les Hutu pratiquaient la transhumance pendant la saison sèche en envoyant leurs troupeaux sur les plateaux humides et frais, constamment arrosés et où l'herbe est toujours abondante et verdoyante. D'après lui le Kivu oriental était complètement utilisé par les indigènes et donnait tout ce qu'il pouvait produire : « Les prairies sont retournées et cultivées pendant deux ou trois saisons. Dès que la terre s'épuise, on l'abandonne au chiendent qui reconstitue de suite le pâturage »⁵⁹.

Même durant la période des emblavures ou des labours les vaches sillonnaient toute la région des volcans à la recherche des jachères – pâturages ou des points d'eau. La dévastation des cultures était évitée ou limitée grâce aux clôtures érigées tout au

⁵⁶ Commandant BASTIAN, Lettre à Monsieur le Ministre des Colonies datée de Mtoto ya Mongo le 23 avril 1911. Dossier AE 346 (281) : Règlement des frontières avec le Royaume-Uni. Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

⁵⁷ MEULEMEESTER, Rapport d'inspection du Kivu-Missions religieuses. Copie transmise au Père ULRIX, Supérieur des Pères Blancs, par M.KERVYN le 2 août 1911. Dossier M.601 : Missions Religieuses. Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume.

⁵⁸ SMULDERS, Rapport sur la fondation de la station missionnaire Tongres Sainte-Marie de Lulenga (Rugari) adressé à Sa Grandeur Mgr ROELEN, Vicaire Apostolique du Haut-Congo et daté de Rugari, le 20 novembre 1911.

⁵⁹ CARLIER, Renseignements donnés à Monsieur le Directeur Général LAPLAE le 24 avril 1917 sur les régions du Kivu, du Rwanda et du Burundi. Dossier AGRI (359) : Voyages et missions agricoles. Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

long des couloirs servant de chemins des vaches qu'on appelle au Bwisha « **Imirombero** ». Chaque paysan s'attelait spontanément à clôturer la portion du chemin des vaches longeant son champ. Il consolidait la haie vive chaque fois que c'était nécessaire, sans être contraint par qui que ce soit, pour protéger ses cultures et sauvegarder les droits des éleveurs.

Les arbres qui servaient de haies vives ou de construction d'enclos au Bwisha sont l'érythrine (**umuko**) et le ficus (**umuvumu**). Ces deux essences ont des vertus pédologiques remarquables. Bien plus, elles ne sont pas appréciées comme bois de chauffe et encore moins comme bois de construction pour deux raisons liées à leur nature et aux pratiques religieuses et rituelles. Ces essences sont en effet tendres, germent spontanément et très facilement et sèchent très difficilement. Deuxièmement elles sont entourées de mythes magico-religieux et interviennent beaucoup dans les rites de Ryangombe ainsi que dans le culte des ancêtres. Ces caractéristiques garantissaient la pérennité des haies vives clôturant les champs, les enclos des hameaux et les chemins des vaches. Ces haies vives donnaient au paysage de la région des volcans un aspect particulièrement pittoresque qui a beaucoup impressionné les premiers européens arrivés au Nord-Kivu entre 1900 et 1910 (VERVLOET, G., 1910 : 119).

Tout en enrichissant le capital sol et en le protégeant contre l'érosion, ce système d'« **Imirombero** » (chemin des vaches clôturés qui sillonnaient la région des volcans) intégrait l'agriculture à l'élevage et harmonisait les rapports entre les agriculteurs et les éleveurs. L'intégration de l'agriculture à l'élevage était d'ailleurs fondée sur des stratégies mutuellement avantageuses pour les agriculteurs et pour les éleveurs du gros bétail. Lorsqu'un champ ne produisait plus comme auparavant, il était abandonné en jachère de courte durée. Son propriétaire prenait alors des arrangements avec les éleveurs pour que leurs troupeaux viennent y pâturer durant quelques semaines. C'était la meilleure façon de fertiliser ce champs. De leur côté, les éleveurs sillonnaient la région des volcans après la récolte et même pendant les périodes de labours ou d'emblavures pour repérer les champs abandonnés en jachère et les chemins des vaches clôturés permettant d'y conduire les vaches sans endommager les cultures.

Pendant les périodes de transhumance en effet toutes les vaches n'étaient pas conduites vers les pâturages naturels permanents de très haute altitude. Les éleveurs gardaient dans leurs enclos permanents un certain nombre de vaches pour des raisons sanitaires (vaches malades ou en instance de mettre bas ou encore celles ayant des veaux à très bas âge) ainsi que pour des raisons alimentaires (sang, lait, beurre). La prospérité économique du Bwisha à la fin du XIXe siècle était liée au climat sain d'altitude, à la variété et à la spécialisation socio-économique des micro-terroirs ainsi qu'aux investissements humains et à l'intégration de l'agriculture à l'élevage dans les zones agro-pastorales. Au delà de celles-ci, il existait cependant au Bwisha d'avant la création du Parc National Albert (actuel Virunga) le 21 avril 1925, une zone presque exclusivement consacrée à l'élevage bovin et à la chasse.

3.2. Les zones vouées presque exclusivement à l'élevage bovin et à la chasse.

Les Tutsi du Bwisha dans la région des volcans Virunga se consacraient davantage à l'élevage bovin qu'à d'autres activités économiques. Comme le Mouvement

Géographique en témoignait déjà le 12 août 1900, l'élevage bovin apparaît comme une vocation ontologique des Tutsi au Nord-Kivu : « Ils constituent une peuplade purement pastorale élevant un bétail à longues cornes au milieu duquel ils vivent et sont prêts à subir même de l'esclavage plutôt que de se séparer de leurs chères bêtes »⁶⁰. Les soins que les Tutsi donnent aux vaches paraissent inégalables. C'est l'une des raisons qui poussaient les Hutu à leur confier la garde de leur gros bétail moyennant leur approvisionnement en vivres, en bière, en tabac, etc. Le Père SMULDERS, Supérieur de la Mission Tongres Sainte – Marie de Rugari, en a témoigné en 1911 à propos du groupement de Rugari:

« Les populations renferment des Watutsi et des Wahutu. Les Watutsi, c'est-à-dire les Nobles, sont en minorité et ne jouent pas le grand rôle politique qu'ils jouent au Rwanda. Ils sont pasteurs et possesseurs de bétail. J'en connais deux qui possèdent de 100 à 150 têtes de gros bétail (...). Les Wahutu possèdent eux aussi quelques vaches qu'ils font mener aux pâturages par les Watutsi. Ils ne sont nullement esclaves de ces derniers et ne leur payent pas de tribut. Ils se contentent de leur fournir des vivres en échange de lait et de beurre car le Mututsi ne cultive pas »⁶¹.

Cet extrait confirme d'autres témoignages déjà cités et concernant la région de Jomba située au Nord de Rugari dont il est question ici. La même source portant sur la fondation de la mission de Rugari en 1911 fournit un témoignage sur l'existence, dans la région des volcans Virunga, d'une zone réservée presque exclusivement à l'élevage bovin et nettement distincte de celle consacrée principalement aux cultures. Ce témoignage concerne les régions de Rugari et de Gisigari. Gisigari est situé entre Rugari et Jomba (voir carte n° 3 des groupements de la Chefferie du Bwisha au Nord-Kivu).

« Le Kisigale où nous avons fixé notre résidence est situé dans la région des volcans qui la bordent aux Nord-Est et au Sud-Est. Il touche le Lutari (plaine de lave) et atteint le Kibumba au Sud-Ouest. Politiquement le pays est gouverné par Lulenga qui lui-même n'est qu'un sous-chef de Ntamohanga (lire Ntamuhanga), Chef médaillé de l'Etat habitant au Nord-Est. Le pays est très beau à cause des cultures qui couvrent toutes les collines. Au Nord comme à l'Est et à l'Ouest, les terres cultivées s'étendent jusqu'à la lave, pas un seul pouce de terrain qui ne se réclame de son propriétaire. Les environs de Mikeno (volcan éteint) servent de pâturages aux troupeaux ». La zone exclusive d'élevage dans la région des volcans était exploitée par les Bagogwe.

La coexistence des agriculteurs et des éleveurs était non seulement fondée sur l'échange des services (garde des vaches appartenant aux Hutu) et des biens comme on l'a déjà vu, mais aussi s'organisait en niches écologiques distinctes comme c'était le cas également dans les royaumes de Nkore (voisin du Bwisha) et de Karagwe signalé par J.-P. CHRETIEN (2000 : 66). Les observations citées ci-haut du Père SMULDERS et datant de novembre 1911 furent en effet confirmées en 1928 par M. JUSSIANT lors de la prospection des possibilités économiques du Nord-Kivu oriental. Voici ce qu'il écrit sur la région du Bwisha : « Vers le nord du lac Kivu, les éleveurs indigènes se sont installés sur les contreforts des volcans de bambous dont

⁶⁰ « L'expédition Grogan dans la région des Grands Lacs d'Afrique Orientale – le lac Kivu », in Mouvement Géographique, 17^e année, n° 31 du 12 août 1900, col. 388.

⁶¹ SMULDERS, Rapport sur la fondation de la station missionnaire Tongres Sainte – Marie au Kivu adressé à sa Grandeur Mgr. ROELENS, Vicaire Apostolique du Haut-Congo. Copie transmise au D.G. E. KERVYN par le Père O. ULRIX par la lettre datée d'Anvers le 20 novembre 1911. Dossier M.601 : Missions Religieuses. Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

les jeunes pousses sont appréciées du bétail et les troupeaux s'y maintiennent dans un état splendide » (JUSSIANT, M., 1930 : 430-431 ; voir aussi PAGES, A., 1953 : 42).

La région des volcans Virunga connaît une végétation étagée suivant l'altitude. Généralement, c'est à partir de 2000-2500 m d'altitude qu'on rencontre les bambous. Dans la région des volcans Virunga, aussi bien au Congo que du côté rwandais et ougandais, la zone consacrée presque exclusivement à l'élevage bovin était comprise entre 2000 m et 3500 m d'altitude (VERSCHUREN, J., 1993 : 94). Le Dr. CARLIER, qui a séjourné au Kivu oriental entre 1904 et 1914, classe la région des volcans Virunga parmi les trois grandes et prospères zones précoloniales d'élevage bovin qu'il a observées. Outre la région des volcans Virunga, il cite la plaine de Luvungi (Ruzizi) sur les rives septentrionales du lac Tanganyika et les collines de Kabare-Katana au Sud-Ouest du lac Kivu chez les Shi du Sud-Kivu⁶².

Les éleveurs de gros bétail hutu et tutsi du Bwisha disposaient en outre d'une zone de transhumance à l'Ouest des volcans actifs. J.CAPELJE, Conservateur des Titres Fonciers au Kivu en a parlé en juin 1941 dans une étude consacrée aux droits indigènes dans les secteurs Sud du Parc National Albert (Virunga aujourd'hui). « Les terres du P.N.A. (Parc National Albert) », écrit-il, « sont grevées d'un droit de passage avec droit de pâturage permettant le déplacement de bétail d'une région du Bwisha (Sud-Est de Rutshuru) à l'autre (Mushari-Bwito et Masisi à l'Ouest et au Sud-Ouest de Rutshuru). Depuis longtemps », précise-t-il, « tout a été prévu pour que le Bwisha ne puisse pas manquer de terres pour pâturage »⁶³.

La zone exclusive d'élevage bovin du Bwisha et sa zone de transhumance décrites ci-dessus étaient contiguës aux domaines de chasse sur les flancs des volcans. Pour utiliser leur propre expression, les Pygmées Yanda « travaillaient la forêt » des volcans Virunga de plusieurs manières : chasse, apiculture, droit de péage sur les caravanes des commerçants traversant les volcans, monopole sur les produits forestiers tels que les lianes servant à fabriquer les boucliers (**isuri**), le bois mort odoriférant ou les fruits dits « **intake** » pour parfumer les lotions de corps et les habits, etc. La fabrication des gibecières et des ceintures de type cordon avec de grosses floches était aussi le monopole des Pygmées Yanda. La demande de ces deux articles était très élastique et solvable dans la région des volcans Virunga. Les cultivateurs, les éleveurs, les commerçants, les voyageurs et les guerriers ne se séparaient jamais de leurs gibecières qui leur servaient de fourre-tout. Les ceintures de type cordon étaient également très recherchées. Elles étaient en effet tout à fait indispensables à toute personne du fait qu'elles servaient à nouer les étoffes en peau de bête ou en écorce de ficus autour des reins. Enfin les Pygmées Yanda avaient le monopole de la chasse aux éléphants et de la vente des points d'ivoire dans la région des volcans à la fin du XIXe siècle et tout au début du XXe siècle (NZABANDORA, N.M., 1983 : 1-39).

⁶² CARLIER, Loc. déjà cité, voir note 7.

⁶³ CAPELSE, J., Note pour le Gouverneur de la Province de Costermansville suite à la dépêche n° 4033/AE/T du 9 avril 1941 de Monsieur le Gouverneur Général du Congo Belge, Costermansville, le 25 juin 1941, p.9. Dossier A12 ag : Droits indigènes au P.N.A. Archives de la Station administrative et technique des Secteurs Sud du Parc National des Virunga à Rumangabo (Nord-Kivu). Voir aussi Archives des Services des Titres Fonciers à Bukavu (Sud-Kivu) dans le dossier portant les mêmes références.

Avant la colonisation effective du Nord-Kivu, les Pygmées Yanda pouvaient ainsi se procurer tout ce qu'ils voulaient auprès des cours royales, des agriculteurs, des éleveurs, des forgerons et des commerçants venant de tous les horizons. Ils jouissaient d'un grand prestige et d'une grande considération sociale auprès de toutes ces catégories sociales. Leur puissance militaire était redoutée, leur amitié et leur alliance sollicitées par ces dernières. Mais ils ont mis à feu et à sang la région des volcans tout au début des années 1900. Il a fallu la coalition des éleveurs et des agriculteurs locaux ainsi que des armées coloniales allemande (à partir du Rwanda), anglaise (à partir de l'Ouganda) et du Congo belge pour les exterminer (NZABANDORA, N.M., 1983 : 1-39). Les Pygmées Yanda étaient provoqués par des expéditions punitives de la cour du Rwanda chargées de les réprimer parce qu'ils empêchaient la collecte et l'acheminement des tributs. Les Hutu et les Tutsi refusaient souvent de fournir les tributs sous prétexte que les Pygmées Yanda pillaient leurs biens et les attaquaient incessamment.

À part les guerres livrées par les Pygmées Yanda pendant certaines périodes, l'intégration sociale et économique des groupes sociaux du Bwisha au XIX^e siècle ne laisse pas l'ombre de doute. C'est en tout cas ce qui ressort des témoignages des premiers européens qui ont visité la région des volcans ou/et y ont séjourné entre 1900 et 1928. L'identité commune et monolithique des Hutu, des Tutsi et des Twa était enracinée dans les structures sociales et les pratiques tant religieuses que rituelles ainsi que dans l'organisation socio-économique de l'espace et la complémentarité tant socio-professionnelle que économique mutuellement avantageuse, sans oublier l'échange des services. Cette identité a été soumise à une rude épreuve sous et après la colonisation. On assiste durant les deux périodes à l'ethnisation des groupes sociaux du Bwisha et son instrumentalisation. La colonisation a collé aux différents groupes sociaux (Hutu, Tutsi, Twa) des étiquettes ethniques différentes alors qu'ils formaient au sens scientifique du terme une même ethnie et étaient intégrés dans les mêmes unités sociales traditionnelles comme nous l'avons vu. C'est ce phénomène que nous appelons ethnisation.

IV. L'ethnisation des groupes sociaux du Bwisha et son instrumentalisation

4.1. L'ethnisation des groupes sociaux du Bwisha et son instrumentalisation sous la colonisation.

Le décret royal du 3 juin 1906 obligeait tout agent territorial, tout chef de poste ou de secteur ou tout administrateur territorial d'effectuer des enquêtes ethnographiques et d'en faire un rapport régulièrement. Les colonisateurs belges ont fait fi des unités sociales traditionnelles pertinentes, opérationnelles au Bwisha et incluant aussi bien les Tutsi et les Hutu que les Twa (Pygmées Yanda). On dirait qu'ils étaient obsédés par la division et le classement des groupes sociaux du Bwisha en Tutsi ou en Hutu. Nous avons trouvé dans les documents d'archives manuscrits et datant de 1907-1908 par exemple les mentions suivantes : « Territoire de la Ruzizi – Kivu, Zone de Rutshuru-Beni, Secteur de Rutshuru, **Race Muhutu** »⁶⁴.

⁶⁴ Dossier A.I. (1370). Archives Africaines de Bruxelles. Ministère des Affaires Étrangères du Royaume de Belgique.

Les rapports annuels sur l'activité de la colonie du Congo Belge présentés aux Chambres Législatives Belges en 1920, 1921, 1922 et 1923 par exemple parlent du « Royaume des Bahutu sous l'administration du Mwami Daniel NDEZE ». Durant les années 1920 et 1930 le Territoire de Rutshuru, alors s'étendant du lac Edouard au lac Kivu, portait la dénomination de « Territoire des Bahutu ». A cette époque tous les territoires administratifs du Congo Belge portaient les dénominations ethniques sans exception. On parlait par exemple du « Territoire des Wanande-Sud, Chef-lieu Lubero », du « Territoire des Wanande-Nord, chef-lieu Beni », du « Territoire des Wahunde-Wanianga, chef-lieu Masisi », du « Territoire des Bahavu, chef-lieu Kalehe », du « Territoire des Banyabongo », chef-lieu Kabare », etc. C'est seulement à partir de 1935 que les dénominations ethniques furent abandonnées au profit des noms des Chef-lieux qui désignaient en même temps les territoires. On disait par exemple : « Territoire de Rutshuru, chef-lieu Rutshuru », « Territoire de Lubero, chef-lieu de Lubero », « Territoire de Beni, chef-lieu Beni », « Territoire de Masisi, chef-lieu Masisi », etc. Ces dénominations ont été conservées jusqu'aujourd'hui comme n'importe qui peut le remarquer.

Les dénominations ethniques des entités administratives seront récupérées au Bwisha lors de l'instrumentalisation de l'ethnisation, d'abord sous la colonisation pour des raisons de conservations de la nature et ensuite après l'indépendance pour des fins économiques et politiques. La première occasion de l'instrumentalisation des groupes sociaux du Bwisha fut les conflits fonciers entre les responsables du Parc National Albert (actuellement Virunga) créé en 1925 et les populations avoisinantes.

Ces conflits furent exacerbés par l'application abusive du décret royal du 9 juillet 1929 relatif à l'extension du Parc National Albert au Nord-Kivu. Ce décret a fait passer la superficie de la réserve intégrale de 24.000 hectares à 200.000 hectares et a créé des « territoires annexes » de 150.000 hectares dans les chefferies de Bukumu et de Bwisha au Sud-Est du Territoire de Rutshuru. Il précisait que les populations locales conserveraient tous leurs droits sur les territoires annexes en attendant les négociations en vue de leur rachat par le parc. Curieusement les « territoires annexes » furent délimités et incorporés dans la réserve intégrale entre 1929 et 1933. Les éleveurs, les agriculteurs et les chasseurs-collecteurs en furent expulsés. Ces trois catégories sociales ont lutté ensemble sans désespérer en continuant d'occuper et d'exploiter « les territoires annexes » comme par le passé. Les révoltes armées des Pygmées Yanda de Jomba et de Kamuronsa (**Sake**) ainsi que des Tutsi furent les plus redoutées par les responsables du Parc National Albert (NZABANDORA N.M., 2003 : 163-164).

Les services judiciaires et pénitentiaires de la Province du Kivu (alors Costermansville) furent débordés par l'ampleur des arrestations massives. En 1935, le Gouverneur Général du Congo Belge, P. RYCKMANS, a cependant bien signifié au Ministre des Colonies que les formalités de rachat des territoires annexes conformément au décret de 1929 n'avaient pas été respectées. Ce problème juridique a pris une tournure très inquiétante en 1937, date à laquelle le Parquet de Costermansville s'avisait que le décret du 9 juillet 1929 n'était plus applicable pour cette raison. En conséquence les jugements des contrevenants furent révisés, les prisonniers libérés et les amendes restituées. Désormais les procès-verbaux dressés par les responsables de l'Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge à charge des contrevenants étaient systématiquement classés sans suite par les services judiciaires. Les rétrocessions de quelques réserves en 1937 et en 1939 n'ont pas pu

apaiser la fureur des éleveurs, des agriculteurs et des chasseurs-collecteurs qui se mobilisaient comme un seul homme. Finalement des véritables enquêtes de vacance de terres et le rachat des droits indigènes ne sont intervenus qu'en 1947-1948.

Mais le problème de terres pour l'élevage bovin et les cultures continua à se poser au Bwisha en dépit de l'émigration massive forcée vers les régions de Bwito et de Masisi en cours depuis 1929. Entre 1947 et 1957, le déficit de terres pour l'élevage et l'agriculture est passé de 5.124 hectares à 4.500 hectares dans le groupement de Rugari et de 5.779 hectares à 18.000 hectares dans celui de Jomba. Quant au groupement de Gisigari, il avait un excédent de 2.225 hectares de terres en 1947. Chose curieuse, il accusait un déficit de terres de 10.000 hectares en 1958. Le déficit de terres dans les groupements de Bweza, Jomba, Gisigari et Rugari riverains du Secteur Mikeno, abritant les gorilles de montagne, fut évalué à 34.500 hectares en 1958⁶⁵. Cette superficie dépasse les 32.000 hectares occupés par le parc dans ces groupements ! Comme il n'était pas question de céder ni le parc ni les plantations de pyrèthre avoisinantes et appartenant aux colons blancs, il fallait coûte que coûte renforcer davantage les migrations massives forcées. Mais ni les Twa, ni les Tutsi, ni les Hutu n'acceptaient d'abandonner totalement leurs terres ancestrales. Il fallait les diviser et les opposer pour éviter leur coalisation d'avant 1948.

Les autorités du Parc et de l'administration coloniale locale ont opposé les Hutu aux Tutsi en disant que les premiers étaient les seuls légitimes propriétaires des terres pour s'être installés les premiers dans la région. On ne sait pas sur quoi elles se sont basées pour soutenir de telles affirmations. Les idéologies, les mythes, les théories et les hypothèses (Cfr. l'hypothèse hamitique de Seligman) dont elles étaient nourries avant de quitter l'Europe ont remplacé la recherche et l'observation. Ce qu'on sait est que les responsables de l'Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge avaient intérêt à déplacer tous les éleveurs Tutsi dont les pâturages naturels permanents étaient contigus au parc. Ils soutenaient que les Tutsi n'étaient pas de véritables autochtones, qu'ils avaient rencontré les Hutu et les Pygmées sur place et qu'ils s'étaient installés sur des terres antérieurement occupées par « la race muhutu »⁶⁶. Ils cherchèrent également à convaincre les Hutu que les vaches des éleveurs dévastaient irrémédiablement les cultures indigènes et provoquaient ainsi la famine dans la région. Les autorités locales du parc poussèrent même certains agriculteurs Hutu à agrandir leurs champs en détruisant et en labourant les chemins des vaches clôturés (**imirombero**). Par conséquent les vaches ne pouvaient plus se déplacer sans endommager les cultures.

Cette déprédation des cultures amena par exemple les Hutu du groupement de Jomba, auxquels on avait promis les terres libérées par les Tutsi, à réclamer auprès et avec l'appui de l'administration coloniale locale le déplacement forcé des 250 familles Tutsi et de leurs vaches « prédatrices » vers la région de Bwito-Mushari et de Masisi. Ces Hutu avaient pris à leur compte les arguments avancés par les Européens. D'après les enquêtes socio-foncières et démographiques de 1957-1958, les Tutsi de Jomba constituaient 6,41 % de la population locale et détenaient seulement 45 % du gros bétail en 1958. En plus ils gardaient les vaches appartenant

⁶⁵ CAPRASSE L. et GREGOIRE R., Procès-verbal de la réunion tenue à Goma, Chef-lieu du District du Nord-Kivu, le 27 octobre 1959, p. 4. Dossier F.5.08/PNA. Archives de la station administrative et technique des Secteurs Sud du Parc National des Virunga à Rumangabo (Nord-Kivu).

⁶⁶ Dossier Fonds AGRI (39). Archives Africaines de Bruxelles.
Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique.

aux Hutu et totalisant 55 % des vaches de la région. Par conséquent les arguments des responsables du Parc n'étaient pas fondés. Les vaches des Hutu étaient plus nombreuses que celles des Tutsi mais étaient dans la plupart des cas gardées par ces derniers.

Pour éviter une guerre civile très imminente, le Commissaire du District du Nord-Kivu, Léopold CAPRASSE, demanda en 1959 aux éleveurs Tutsi une trêve de trois mois et leur promit la rétrocession d'une partie du Secteur Mikeno. Pour s'opposer à cette promesse, pourtant ferme du Commissaire du District du Nord-Kivu, les conservateurs du parc soutinrent les revendications des pâturages du secteur Mikeno par les Hutu. Ils s'évertuèrent même à montrer que cette rétrocession serait inutile parce que, disaient-ils, « les Hutu n'accepteraient jamais que les Tutsi occupent la nouvelle zone de pâturage gagnée sur le parc ». Ils présentaient par conséquent le déplacement des éleveurs tutsi comme la seule solution réaliste et idéale (NZABANDORA, N.M., 2003 : 172-173). Finalement de nombreux Tutsi furent contraints à l'émigration, d'autres ainsi que leurs troupeaux de vaches envahirent le parc en 1959. Les arguments ci-haut décrits de l'administration coloniale locale et des responsables du Parc National Albert seront récupérés pendant les années 1970 et 1980 par bien des Hutu du Bwisha animés par des ambitions politiques. C'est ce que nous examinons dans les lignes qui suivent.

4.2. L'instrumentalisation de l'ethnisation des groupes sociaux du Bwisha après l'indépendance

C'est surtout à partir des années 1970 qu'un groupe d'intellectuels hutu oeuvrant à Kinshasa a pris à son compte les étiquettes ethniques des groupes sociaux du Bwisha datant seulement de l'époque coloniale et les a instrumentalisées pour des raisons de clientélisme et des fins politiques. Ce groupe estimait qu'il ne pouvait pas émerger politiquement autrement compte tenu des positions politiques et de l'importance économique des Tutsi aux temps forts du régime Mobutu. C'est notamment dans ce cadre que la MAGRIVI (Mutuelle des Agriculteurs des Virunga) fut créée et déploya ses activités divisionnistes. Il fallait mobiliser les Hutu du Bwisha qui forment la grosse majorité de la population locale.

Certains Hutu tentaient même des alliances avec d'autres groupes ethniques du Nord-Kivu hostiles aux Rwandophones et plus particulièrement aux Tutsi. La fin des années 1970 coïncide d'ailleurs avec le rebondissement de la contestation de la nationalité congolaise pour les Rwandophones du Nord-Kivu pour des raisons politiques et économiques. Bien des Tutsi étaient victimes de leur puissance économique dont les autres groupes ethniques étaient jaloux. Ils avaient beaucoup investi dans l'élevage bovin car ils considèrent traditionnellement la vache comme la voie royale de l'enrichissement. La démonétisation des billets de banque de décembre 1979 leur a donné raison tout en leur attirant la jalousie. Contrairement aux autres groupes ethniques du Kivu et d'ailleurs en République Démocratique du Congo, ils ont pu renflouer leurs caisses en abattant leurs vaches et en exportant de la viande vers les grandes villes du pays, principalement vers Kinshasa. Ils ont pu ainsi relancer d'autres activités économiques. Leur prospérité économique dont les autres groupes ethniques étaient jaloux leur a attiré beaucoup d'ennuis dont la contestation de leur nationalité congolaise.

Certains Hutu du Bwisha croyaient qu'ils gagneraient la sympathie des autres groupes ethniques du Nord-Kivu en faisant des alliances avec eux et en se désolidarisant des Tutsi. Certains hommes politiques et d'affaires tutsi ont également tenté des alliances tantôt avec les Hutu, tantôt avec les autres groupes ethniques du Nord-Kivu généralement hostiles aux Rwandophones. Ces groupes ethniques jouaient un double jeu uniquement pour « diviser pour régner ».

Pour se désolidariser des Tutsi, bien des Hutu ne voulaient pas qu'on les appelle « Banyarwanda ». A partir des années 1980, dire de quelqu'un qu'il est « Munyarwanda » fut considéré comme une injure grave, un déni de la nationalité congolaise. Certains Hutu ont même prétendu qu'ils parlaient non pas le « Kinyarwanda », mais le « Kihutu » ! D'autres, pourtant de haut niveau d'instruction, abrégeaient leurs noms rwandais pour leur donner des connotations des langues d'autres groupes ethniques de la République Démocratique du Congo. La crise de l'identité a ainsi atteint son comble ! C'est très grave lorsqu'on a honte de sa culture et de sa langue. C'est même ridicule. Pourtant, pendant toutes les grandes crises politiques et militaires qui ont secoué le Kivu après l'indépendance, les Tutsi, les Hutu et les Twa (Pygmées Yanda) sont toujours mis dans un même sac sans distinction. Nous en arrivons ainsi aux rapports traumatisants que les groupes sociaux du Bwisha ont entretenus avec les autres groupes ethniques du Nord-Kivu. La récurrence de ces crises fait cependant émerger une nouvelle prise de conscience ethnique originelle chez les groupes sociaux du Bwisha. Il ne peut pas en être autrement.

V. Les rapports conflictuels avec les autres groupes ethniques du Nord- Kivu.

Les rapports conflictuels entre les groupes sociaux du Bwisha et les autres groupes ethniques du Nord-Kivu sont récents. Ils datent seulement d'après l'indépendance de la République Démocratique en 1960 et contrastent vigoureusement avec la situation du XVIIIe et du XIX siècles. Cette situation est par exemple illustrée par la corporation des marchands qui contrôlait le commerce de sel de Katwe (côte nord-est du lac Edouard) depuis au moins le XVIII siècle. Cette corporation avait le monopole de l'exploitation de remarquables salines de Katwe et du commerce du sel au Sud-Ouest de l'Ouganda et sur toutes les côtes du lac Edouard au Nord-Kivu.

Les côtes du lac Edouard étaient jalonnées par un chapelet de marchés à la fin du XIXe siècle. Le centre commercial de Bitshumbi (Visthumbi aujourd'hui) situé sur la côte méridionale de ce lac dans le Territoire de Rutshuru fut visité par l'explorateur G.SCHWEITZER en mai 1891. Il témoigne à cette époque qu'il grouillait de monde le jour comme la nuit. Il y signala même des commerçants en provenance de Bukoba sur les rives occidentales du lac Tanganyika (SCHWEITZER, G. et FELKIN, R.W., 1898 : 208-209). Bitshumbi était aussi un grand centre de pêche et de traitement du poisson. G. SCHWEITZER, qui y séjournera en 1891, n'en croyait pas ses yeux. D'après ses propres mots, il s'était « cru en face de la transplantation des côtes de la mer Baltique en Europe et de leurs activités au cœur de l'Afrique ». Il témoigna enfin que les centres de pêche et commerciaux du lac Edouard dépendaient entièrement des régions montagneuses du Sud, de l'Est et de l'Ouest non seulement pour les produits artisanaux (les houes de Binza-Busanza au Nord-Est du Bwisha et celle de Utwe au Sud du Bunande) et vivriers, le petit et gros bétail, mais aussi même pour le bois de chauffe (SCHWEITZER, G. et FELKIN, R.W., 1898 : 210 – 211).

Le commerce du sel minéral de Katwe dans la région du lac Edouard était monopolisé par les Bakingwe. Ces derniers ne formaient pas un clan comme semble l'affirmer J.-P-CHRETIEN (2000 : 166). Il s'agissait plutôt d'une grande corporation des marchands composés de groupes hétérochiques venus de divers horizons, principalement des Tutsi et des Hutu aussi bien du Bwisha que du Rwanda et du Kigezi ougandais appelés Banyankole, ainsi que des Hunde et des Nande (KASEREKA-BAYIHOTA, 1991). Mais J. – P. CHRETIEN n'avait pas tout à fait tort. D'après les recherches effectuées aussi bien par E.R. KAMUHANGIRE dans le Sud-Ouest de l'Ouganda que par R.M. PACKARD chez les Nande et corroborées par les sources orales récoltées au Bwisha, les Bakingwe étaient sous le leadership du clan des Barenge, dit aussi clan des **Basinga** (composés de Hutu, Tutsi et Twa) et du clan nande des **Bashu** (KAMUHANGIRE, E.R., 1975 : 74-79).

Les Bakingwe ont lutté avec les Nande de Beni et de Lubero contre le royaume de Bunyoro parce qu'ils soutenaient la sécession de Toro dès 1834, contre les esclavagistes arabo-swahili de la côte orientale de l'Afrique à la fin du XIXe siècle et enfin contre l'occupation coloniale au début du XXe siècle. Les noms de Kalikwenzi et de Maboko son fils comptent parmi les grandes figures de la résistance nande contre les invasions extérieures (BERGMANS, L., 1971 ; KASAY KATSUVA, 1982 ; PACKARD, R.M., 1981). Comme nous l'avons déjà souligné, les rapports de solidarité et de coopération basés sur des intérêts économiques communs qui existaient au XVIIIe et au XIXe siècles entre les groupes ethniques du Nord – Kivu et les groupes sociaux du Bwisha contrastent avec la situation qu'on observe après 1960.

En 1962, le groupe ethnique nande et, à sa suite ou à son instigation, les ressortissants du Maniema ont claqué la porte et quitté la Province du Kivu sous prétexte que « la coalition des « Banyarwanda » des territoires de Goma, Masisi et Rutshuru avec les Bashi les marginalisait dans cette province ». Les députés et les ministres provinciaux ainsi que les cadres de l'administration originaires de ces trois territoires s'entendaient parfaitement bien avec les Bashi parce qu'ils avaient fréquenté les mêmes écoles secondaires au Sud-Kivu. Le Diocèse de Goma n'avait aucune école secondaire avant l'indépendance, contrairement au Diocèse de Beni-Butembo.

Les groupes ethniques Nande, Nyanga et Hunde se sont alors coalisés dans le Province du Nord-Kivu. Tandis que les Hutu et les Tutsi qui militaient pour le maintien de l'unité de l'ancienne province du Kivu, en furent exclus. Les Hutu et les Tutsi de Rushuru ont eu deux réactions lorsque la division du Kivu en trois provinces (Maniema, Kivu Central et Nord-Kivu) fut consommée. Ils ont d'abord privé la Province du Nord-Kivu des infrastructures de Goma, Chef-lieu de District à l'époque coloniale. Les Nande, les Hunde et les Nyanga sont alors allés installer les bureaux de la Province du Nord-Kivu dans le village de Kirotshe à l'époque dépourvu de toute infrastructure, en dehors d'un dispensaire rural. Les habitants de Rutshuru ont également coupé les communications entre le Chef-lieu de cette province avec les territoires de Beni et Lubero habités par les Nande. Ils avaient abattu des arbres pour barrer la route et érigé des barrières bien gardées. Les Nande ne pouvaient donc pas traverser le Bwisha dans le Territoire de Rutshuru.

Les territoires de Goma et Rutshuru furent par la suite déclarés « Territoires contestés » et administrés par des commissaires extraordinaires dépendant directement de la capitale, située pourtant à plus de deux mille kilomètres à vol d'oiseau. Le Territoire de Shabunda au Sud-Kivu se trouvait également dans la même situation.

Au cours de la même période une guerre tribale extrêmement meurtrière fut déclenchée en 1963 contre les « Banyarwanda » sans aucune distinction dans le Territoire de Masisi par les Hunde avec l'appui du gouvernement provincial du Nord-Kivu présidé par les Nande. Ce conflit tribal armé, qui a duré jusqu'en 1966 est connu sous le nom de « guerre de Kanyarwanda ». Les Tutsi et les Hutu furent massacrés à grande échelle et jetés dans le lac Vert situé à une vingtaine de kilomètres de Goma. Auparavant les Hunde avaient d'abord commencé par incendier les archives de l'état civil dans toutes les entités administratives locales pour qualifier ensuite tous les Rwandophones de réfugiés ou d'étrangers.

Finalement des ministres et des hauts cadres administratifs rwandophones furent nommés dans le Gouvernement provincial du Nord-Kivu. Le Professeur MUJINYA Edmond, par exemple, fut nommé Ministre de l'Intérieur et de la Justice à dessein. Il devait convaincre les « Banyarwanda, ses frères, » à déposer les armes et les rassurer. Bien souvent les troupes militaires provinciales et les milices tribales en profitaient pour continuer à massacrer les « Banyarwanda » désarmés.

La contestation de la nationalité des Rwandophones du Kivu fut de nouveau relancée à la fin des années 1980. C'est la raison pour laquelle les élections des responsables des entités décentralisées furent annulées au Kivu et on refusa de recenser de nombreux rwandophones. La contestation de la nationalité des « Banyarwanda » a été poursuivie au niveau national lors des travaux de la Conférence nationale, entre 1989 et 1993.

Comme en 1963, elle fut doublée en 1993 d'une nouvelle guerre ethnique dirigée contre les Banyarwanda (Hutu et Tutsi) dans les territoires de Walikale et de Masisi. Comme en 1963, les Hunde et les Nyanga furent soutenus par les Nande qui se trouvaient encore une fois à la tête de la Province du Nord-Kivu. Pendant que les milices tribales combattaient tous les « Banyarwanda », les Tutsi sans distinction furent traqués au Kivu en 1995 et surtout en 1996 par l'armée régulière, les services de sécurité, les administrateurs de territoires et les milices populaires improvisées. Ils furent finalement refoulés par dizaines de milliers vers le Rwanda (NICOLAI, H., 1998 : 56-59). Même les Hutu originaires du Bwisha ne furent pas épargnés. Ils furent par exemple expulsés des territoires de Beni et de Lubero. Un camp de réfugiés fut aménagé pour eux au Centre de Rushuru. Leurs familles auraient été toutes massacrées par la suite par les milices Nyanga (Katuko Ka Baroba), Hunde (Batiri) et Nande (Ngilima) qui venaient de fusionner pour former les Maï Maï du Nord-Kivu et dont le quartier général était implanté à Rwindi qu'ils avaient investi en avril 1996. Comme on le sait, ces Maï Maï du Nord-Kivu furent utilisés par Kabila Laurent-Désiré dans sa guerre de libération du Congo-Kinshasa (octobre 1996-mai 1997).

CONCLUSION

Comme Philippe BRAUD l'a si bien montré à propos des Juifs, l'identité d'un groupe peut se cristalliser autour des événements traumatisants perpétrés contre lui. Le vécu et le souvenir de ces événements peuvent donner corps au sentiment d'une identité distincte partagée par les persécutés (BRAUD, P., 2002 : 88). La précarité et les échecs à moyens termes des tentatives d'alliance avec les autres groupes ethniques du Nord-Kivu ainsi que les événements récurrents et traumatisants rappelés ci-dessus ont amené les groupes sociaux du Bwisha à une nouvelle forte prise de conscience ethnique originelle. Leur destin est implacablement commun. On évolue donc vers la consolidation de l'identité originelle qui, comme nous l'avons montré, fut soumise à de rudes épreuves sous et après la colonisation.

BIBLIOGRAPHIE

1. BARTH, F. (éd.), **Ethnic Group and Boundaries. The social organization of Culture Difference**, trad. Partielle in POUTIGNAT, P. et STREIFF-FENART, **Théories de l'ethnicité**, Presses Universitaires de France, Paris, 1995, pp. 203-249.
2. BERGMANS, L., **Les Wanande. Tome I : les Baswaga (Aperçu historique)**, ABB (Assomption Butembo-Beni), Butembo, 1970.
3. BRAUD, P., **Sociologie politique**, 6^{ème} éd., Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 2002.
4. CHRETIEN, J.P., **L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire**, Aubier, Paris, 2000.
5. CUNNINGHAM, A.B. « Peuples, parcs et plantes. Recommandations pour les zones à usages multiples et les alternatives de développement de Bwindi Impénétrable, Ouganda », in **Document de Travail Peuples et Plantes**, n° 4, 1996, pp. 1-64.
6. CUYPERS, J. B., « Les Bantous interlacustres du Kivu », in VANSINA, J. (éd.), **Introduction à l'ethnographie du Congo**, Edition Universitaire du Congo, Bruxelles / Kinshasa, 1966, pp. 201-211.
7. DREVET, J.F., **Les plantations européennes dans le Kivu d'altitude**, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle en géographie, Université de Paris X.
8. DUBUISSON, J., « Note sur le tribut dans le Territoire de la Rutshuru », in **Bulletin des Juridictions indigènes et du Droit Coutumier Congolais**, vol. 3, n° 3, pp. 61-63 et vol. 3, n° 4, pp. 84-89.
9. HAUZEUR, A., « L'os Ishango, ancêtre de la calculette. Et si les mathématiques étaient il y a 20.000 ans sur les rives des grands lacs africains ? », in **Le Soir** de samedi 16 et dimanche 17 décembre 2000, p.11.
10. JUSSIANT, M., « Le bétail indigène au Kivu. Son évaluation et son

- avenir », in **Bulletin Agricole du Congo Belge**, vol. XXI, n° 2, 1930, pp. 430-433.
11. KAMUHANGIRE, E., « The pre-colonial economic and social history of East Africa, with special reference to South-Western Uganda Salt Lakes Region », in OGOT, B. (éd.), **Hadith 5 (Economic and social history of East Africa)**, East African Publishing House, Nairobi, 1975, pp. 66-89.
 12. KASAY KASUVA, L.L., **Le pays nande au Kivu septentrional (Zaïre) : Dynamique des populations et organisation de l'espace en milieu équatorial d'attitude**, Dissertation présentée en vue de l'obtention du diplôme d'études supérieures en Géographie (DES), Faculté des Sciences, Université de Lubumbashi, 1983.
 13. KASEREKA BAYIHOTA, **Contribution à l'étude des aspects socio-économiques de la conservation de la nature dans les villages voisins du Secteur Centre du Parc National des Virunga**, Rapport de stage effectué à l'école de Faune de Garoua (Cameroun), 1991.
 14. MATHIEU, P. et MAFIKIRI TSONGO, « Enjeux fonciers, déplacements de population et escalades conflictuelles (1930-1995) », in MATHIEU, P. et WILLAME J.C. (éd), **Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale**, Institut Africain / L' Harmattan, Tervuren / Paris, 1999, pp. 21-62.
 15. MOELLER, A., **Les grandes lignes des migrations des Bantous de la Province Orientale du Congo Belge**, Institut Royal Colonial. (I.R.C.B.), Bruxelles, 1936.
 16. NICOLAÏ, H., **La répartition et la densité de la population au Kivu**, Mémoire de l'Académie Royale des Sciences d'Outre- Mer, Bruxelles, 1998.
 17. NZABANDORA, N.M., « Le rôle des Pygmées Twa des contreforts des volcans Virunga dans l'histoire socio- économique du Nord-Kivu : fin XIXème siècle- début XXème siècle », in **Cahiers du CERUKI** (Centre de Recherches Universitaires du Kivu), 2^{ème} série, n°8, 1983, pp. 1-39.
 18. NZABANDORA, N.M., **Histoire de conserver: Evolution des relations socio-économiques et éthnoécologiques entre les parcs nationaux du Kivu et les populations avoisinantes (RD Congo)**, Thèse de doctorat présentée en vue de l'obtention du titre de Docteur en Sciences Sociales, orientation Anthropologie, Université Libre de Bruxelles, 2003.
 19. PACKARD, R.M., **Chiefship and cosmology. An historical study of political competition**, Indiana University Press, Bloomington, 1981.
 20. PAGES, A., **Un royaume hamite au centre de l'Afrique**, Institut Royal Colonial Belge (I.R.C.B.), Bruxelles, 1933.
 21. PAGES, A., « Au pays des volcans », in **Grands Lacs**, n° 4, 1953, pp.33-43.
 22. SALEE, A., BOUTAKOFF et DE LA VALLEE PUSSIN, J., **Résultats scientifiques de la Mission Géologique du Comité National**

- du Kivu**, Institut écologique de l'Université de Louvain, Louvain (Belgique), 1939.
23. SCHWEITZER, G. et FELKIN, R.W., **Emin Pasha, his life and work. Compiled from his journals, letters, scientific notes and from official documents**, Archibal Constable and C°, Westminster, 1898.
 24. SCHWETZ, J., " Un voyage d'étude dans la région du Lac Kivu (Tsé-Tsé), Trypanosomisase animale, Elevage et colonisation", in Congo, Tome II, n° 1, 1930, pp. 9-41.
 25. SOCIETE DES MISSIONNAIRES D'AFRIQUE (Pères Blancs), **Rapport annuel, 1923-1924 du Vicariat apostolique du Haut-Congo**, Société des Missionnaires d' Afrique, Alger, 1925.
 26. TAYLOR, A.C., « Ethnie », in BONTE, P. et IZARD, M. (sous dir. de), **Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie**, Presses Universitaire de France, Paris, 2000, pp. 242-244.
 27. VERSCHUREN, J., **Les habitats et la grande faune : évolution et situation actuelle. Exploration du Parc National des Virunga**, 2^{ème} série, Fasc. 29, Fondation pour Favoriser les Recherches Scientifiques en Afrique, Bruxelles, 1993.
 28. VERVLOET, G., « Aux sources du Nil. Dans la région des volcans, du Lac Albert-Edouard et du Ruwenzori. Zone de la Rutshuru-Beni, Congo Belge », in **Bulletin de la Société Royale Belge de Géographie**, vol. 34, n°4, 1910, pp. 107-137, vol. 34, n° 6, pp. 393-411 et 1909, vol. 33, n° 31, pp. 255-298.
 29. WAYLAND., E., **Summary of Program of the Geological Survey of Uganda for years 1919-1929**, Uganda Protectorate, Entebbe, 1931.
 30. WAYLAND, E.J., **Report of the Geological Survey Department of Uganda**, Uganda Protectorate, Entebe, 1927.
 30. WEBSTER, J.-B. and UNOMAH, A.C., "East Africa : The expansion of commerce", in FLINT, E.J., (éd.), **The Cambridge history of Africa. Vol. V: c. 1790 – c. 1870**, Cambridge University Press, London, New York, Melbourne, 1976.